

Pour une finance au service du bien commun

Créé en 1996 à Genève, l'Observatoire de la Finance est un lieu d'étude et de recherche sur l'évolution du monde financier. Pénétré par le «souci de la responsabilité personnelle et collective», il accorde une large place, dans ses analyses, à la dimension éthique de l'économie. En réaction à la crise financière qui agite le monde, il a diffusé le 28 mars un manifeste: «Pour une finance au service du bien commun». Nous présentons ci-après cet appel, suivi de l'interview du principal animateur de l'Observatoire, Paul Dembinski (rubrique *Notre invité* pages 11 à 13).

«**L**es turbulences financières actuelles (...) sont le symptôme de la pression croissante qui fragilise les assises matérielles, sociales, intellectuelles et éthiques» du libéralisme économique, constate l'Observatoire, qui n'hésite pas à prédire, si on ne redresse pas la barre, un proche «point de rupture». L'Observatoire analyse l'évolu-

tion présente dans la société et jusque dans la culture quotidienne». Grandement facilitée par la dérégulation, cette évolution, qui contraint le présent au nom du futur, amène à une perte de liberté. Or «l'avenir radieux» promis «est en train de s'avérer aussi chimérique que l'a été celui proposé par l'utopie communiste».

donc aussi à l'économie de marché. De «libre», le marché devient «cupide». A ce stade, il exige une multitude de contrôles lesquels, outre leurs coûts, déresponsabilisent ses acteurs. Le chemin est tracé, il conduit tout droit à sa fin.

QUE FAIRE?

L'Observatoire de la Finance propose quelques pistes d'action. D'abord, une critique rigoureuse du système.

Ensuite, privilégier la durée dans tous les domaines de la vie économique et financière, de manière à freiner, voire inverser le processus de destruction des relations en cours.

Enfin, «desserrer le carcan que les silos d'épargne et les promesses de retraites font peser sur l'activité productive». Ce travail est urgent si l'on veut sauver quelque chose de nos retraites. Il demande autant de courage politique que de probité technique.

L'Observatoire conclut en appelant à «reprenre l'avenir entre nos mains, à sortir au grand air en claquant la porte de la prison dorée (en apparence) des promesses actuarielles, à libérer l'homme de l'illusion de la finance et à remettre cette dernière au service de l'épanouissement et de la dignité humaine». Sera-t-il entendu? ///

Alain Dupraz

«LES TURBULENCES FINANCIÈRES SONT À LIRE COMME LE SIGNE AVANT-COUREUR D'UNE PROBABLE RUPTURE SYSTÉMIQUE».

tion drastique imprimée aux entreprises et à leurs employés par la financiarisation de l'économie. L'économie productive est soumise à une ponction financière croissante. Celle-ci asservit en quelque sorte le monde du travail à des «silos d'épargne» qui ont des exigences de rendements élevés.

UN «AVENIR RADIEUX» CHIMÉRIQUE

Parmi ces silos, les caisses de retraite apparaissent comme une construction faite de promesses dont «la viabilité à long terme est dépendante des instruments financiers en question».

«Financière à l'origine, l'exigence de rendement a infiltré d'abord l'ensemble de l'économie, pour ensuite devenir omni-

«L'éthos de l'efficacité (...) a progressivement eu raison des résistances morales et éthiques», constate l'Observatoire. Les fondements du système économique et social se sont écroulés et c'est pourquoi l'homme, en perte de sens, s'agit en tous sens. «Les turbulences financières actuelles sont à lire comme les signes avant-coureurs d'une probable rupture systémique», estime l'Observatoire.

Affranchi de la morale, «l'éthos de l'efficacité encourage l'expression de plus en plus brutale de la cupidité». On le voit notamment dans l'asservissement des relations de confiance aux besoins des transactions. Trahisons et déloyautés sont sur le point d'avoir raison de la confiance interpersonnelle, rouage essentiel à toute société libre, et

Paul Dembinski

La crise financière: vers une rupture

La semaine dernière, le FMI (Fonds monétaire international) a chiffré à 945 milliards de dollars le coût de la crise financière qui agite l'économie mondiale depuis l'été passé (AFP du 8 avril). Dont 565 milliards générés par l'exposition des banques au secteur des «subprimes» (prêts immobiliers à risques). Des chiffres hallucinants, qui dépassent l'imagination. Dans son rapport semestriel, le FMI constate «la fragilité du système financier mondial», pointant du doigt «la prise de risque excessive, le manque de rigueur et le laxisme de la régulation».

Au moment où certains des plus grands pontes de la finance internationale chutent pour avoir misé sans retenue sur les marchés globaux, à Genève, l'Observatoire de la finance lance un appel (page 10) en faveur d'un retour de l'éthique dans la gestion économique. Une démarche qui résonne comme un écho à l'inquiétude du FMI. Rencontre avec l'économiste Paul Dembinski, principal animateur de l'Observatoire.

Pourquoi publier ce manifeste aujourd'hui?

– On pourrait croire que c'est conjoncturel. En fait, l'Observatoire de la Finance travaille sur la financiarisation de l'économie depuis près de trois ans en vue d'éditer un livre. Cet ouvrage a pris du retard et n'est finalement sorti qu'au début de cette année, en pleine crise financière! Celle-ci donne une certaine résonance au contenu du livre (*Finance servante ou finance trompeuse?* Desclée de

Brouwer). Il y a deux ans, on nous aurait encore traités de naïfs; aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Votre manifeste dresse un constat très critique de la situation. Néanmoins, la cupidité

Je constate que le coût du système de retraite est presque aussi élevé que les retraites elles-mêmes. N'y a-t-il pas là un service trop bien payé?

Les fonds de pension concentrent l'épargne et cette concentration pose un problème de

«N'Y A-T-IL PAS TROMPERIE POLITIQUE?»

que vous dénoncez se donne au moins une bonne raison: augmenter l'épargne pour assurer des retraites. Serait-il faux de se soucier des retraites?

– Non. Mais on doit se demander: jusqu'à quel prix peut-on financer l'avenir? La sécurité de l'avenir n'est-elle pas un luxe?

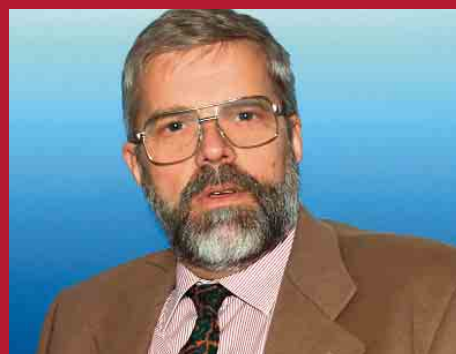
financement aux petites entreprises. L'épargne devrait être «autonomisée» pour lui permettre d'aller s'investir aussi dans le local.

Ce que révèle la crise financière actuelle, n'est-ce pas une fragilisation de nos retraites (2^e pilier)?

Une carrière très internationale

Directeur de l'Observatoire de la Finance créé en 1996, Paul Dembinski, 53 ans, est d'origine polonaise. Il a étudié à l'Université de Genève où il a obtenu un doctorat en économie.

Il enseigne l'économie à Genève, Fribourg et Cracovie; également titulaire de la chaire Ethique et Finance de l'Institut catholique de Paris. Outre de nombreux articles scientifiques, il a publié une dizaine d'ouvrages, dont *Marchés financiers – une vocation trahie?* (1993), *La privatisation en Europe de l'Est* (1995), *Economie et finance globales: la portée des chiffres* (2003). Son dernier livre *Finances servantes ou finances trompeuses?*, vient de paraître aux éditions Desclée de Brouwer.



Paul Dembinski est particulièrement sensible à la dimension éthique de l'économie. L'Observatoire de la Finance qu'il anime publie une revue bilingue: *Finance/Bien Commun. III*



**Paul Dembinski, 53 ans, professeur
d'économie, animateur de
l'Observatoire de la finance.**

– Tout à fait! En Suisse, on revoit à la baisse le taux de conversion du deuxième pilier. Dans les pays anglo-saxons, on commence aussi à s'apercevoir que les prestations ne sont pas assurées. Le 2e pilier a surtout fait le beurre des opérateurs financiers, mais il est loin de garantir des retraites aux gens. N'y a-t-il pas tromperie politique? Il faudrait avoir le courage de remettre en question ce système, car il repose sur l'illusion de croire que nous pouvons tous vivre jusqu'à 80 ans sur le dos de ceux qui travaillent ou vont à l'école. On a cru que les marchés financiers allaient résoudre nos problèmes de retraite. Or on en est loin: le deuxième pilier date des années 1980; c'était une période euphorique, la bourse ne faisait que monter. On avait oublié qu'elle peut aussi chuter.

Vous critiquez la ponction financière sur les entreprises, qui est devenue «insoutenable». On entend fréquemment parler aujourd'hui de rendements de 15% ou plus. Est-ce raisonnable à vos yeux?

– Evidemment non. Pour qu'une entreprise dégage un rendement de 15% à long terme, il faudrait que toute l'économie croisse plus ou moins à ce rythme. Or la croissance économique en Europe est de l'ordre de 3%. Une société, petite ou grande, dont les performances sont d'ailleurs souvent en dents de scie, peut certainement réaliser un peu plus que ce 3%, mais il est illusoire de croire que l'on peut durablement faire quatre ou cinq fois plus.

La financiarisation de l'économie n'est-elle pas aussi liée à la mondialisation?

– C'est certain. La finance a été la première à acquérir l'extraordinaire mobilité qu'on lui connaît. C'est ainsi que l'épargne nationale s'est retrouvée sur les marchés globaux... et que les petits, les entreprises locales, avaient de la peine à se financer

(puisque tout était parti ailleurs)! En outre, ces ressources ont alimenté surtout les très grandes entreprises internationales, qui le sont devenues encore plus.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on dit que la finance est devenue folle. Qu'est-ce qui vous fait affirmer que nous sommes proches d'un point de rupture?

– Je parle d'une rupture systémique. Je la sens plus proche qu'il y a deux ans parce que j'ai l'impression que les hommes sont fatigués par cette course au pro-

fit. On se demande vers quoi on va et on se dit «à quoi bon?». Cette question, je l'entends de plus en plus et dans toutes les générations... sauf peut-être chez les plus jeunes.

Nous sommes en face d'une crise du sens. Et quand vous avez d'un côté des gens qui doutent, et de l'autre un tremblement de terre, cela peut vite partir en vrille. Il y a dix-huit mois, je percevais ces signes dans le lointain; aujourd'hui, les éléments du scénario m'apparaissent beaucoup plus proches...

Certains évoquent le krach boursier de 1929...

– 1929 fut une crise énorme. Certains pays ont perdu jusqu'à 40% de leur PNB (produit national brut)... et dix ans plus tard, le monde semblait dans la guerre.

Que peut-on faire pour éviter un tel scénario?

– Se poser les bonnes questions, appeler un chat un chat. Nous devons nous mettre au diapason des réalités, de la vie réelle. Malheureusement, dans les livres d'économie, vous trouvez

beaucoup de «salades». Il y a quelque temps, je critiquais le discours d'un professeur d'université; quand je lui ai demandé pourquoi il enseigne ces balivernes, il m'a répondu: «Parce que c'est ce qu'on 'doit' dire»!

Vous venez d'un pays (la Pologne) dont le système économique, qui promettait le paradis sur terre, s'est effondré. Croyez-vous vraiment que notre système économique libéral, qui promet aussi le paradis, va s'effondrer à son tour?

– Oui, si on ne rectifie pas le tir.

«NOUS DEVONS NOUS METTRE AU DIAPASON DE LA VIE RÉELLE. MALHEUREUSEMENT, DANS LES LIVRES D'ÉCONOMIE, VOUS TROUVEZ BEAUCOUP DE 'SALADES'».

Lorsque je prédisais la disparition de l'économie planifiée en Pologne, on riait de moi; or son effondrement est arrivé bien plus vite que je l'imaginai. J'espère qu'il n'en ira pas de même avec la rupture systémique que je pressens. Pour l'éviter, il ne faut pas chercher des solutions techniques, mais des valeurs. Longtemps, j'ai cru que la cupidité était un vice; quand j'ai vu qu'on la recommandait comme un stimulant pour l'économie, je me suis dit qu'il y avait quelque chose qui ne tournait vraiment pas rond dans le système des valeurs et le système tout court...

On parle parfois d'économie solidaire. Vous pensez qu'il faudrait injecter de la solidarité dans l'économie libérale?

– Dans l'économie, il faut injecter de l'humain (... dont la solidarité fait partie). Et se convaincre que la rémunération du capital doit rester – ou redevenir – un instrument, pas un but! Le capital est au service de l'homme, pas le contraire. ///

Alain Dupraz